

Hiver 2009-2010

RSF NEWS

Reporters sans frontières - Section suisse
Reporter ohne Grenzen - Schweizer Sektion
Reporter senza frontiere - Sezione svizzera

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

Anna Politkovskaïa au Parlement européen

Depuis le 10 novembre 2009, «Lettre à Anna», le documentaire suisse consacré à la journaliste russe assassinée en 2006, sort dans plus d'une centaine de salles en France. Le 18 novembre, il a été projeté au Parlement européen à Bruxelles, tandis que RSF a organisé diverses actions sur place.

Ein spezielles Jahr

So beschreibt Jean-François Julliard, Generalsekretär von ROG International, das ausklingende Jahr. Nach dem Abgang von Robert Ménard gab es in der Tat etliche Stimmen, die meinten, dass unsere Organisation ihre Schlagkraft verlieren würde. Doch das neue Leitungsteam hat die Lage bestens gemeistert und unter dem Anstoss «unseres» Präsidenten Gérald Sapey eine strukturelle Reform im Internationalen Sekretariat in Paris durchgeführt.

In Zukunft wird ein Gremium von ausgewiesenen Juristen mithelfen, bedrängte Journalisten besser zu verteidigen. Gleichzeitig hat die materielle Unterstützung durch ROG nie dagewesene Ausmasse erreicht mit mehr als 200 Stipendien für gefährdete Journalisten. Eine Studie zum Thema strategische Planung - vor allem in Sachen Bekanntheitsgrad und Fundraising - wird uns in den nächsten Jahren den Weg weisen. Es wurde eine Schlüsselstelle geschaffen, nämlich die eines oder einer Beauftragten des internationalen Mäzenats, mit Schwerpunkt Partnerschaften mit Unternehmen und Beziehungen zu unseren Spendern.

Daneben hat ROG den Kern seiner Tätigkeit nicht vernachlässigt: die Kampagnen, wie zum Beispiel jene in Italien oder die immer noch aktuelle Kampagne zugunsten der iranischen Journalisten (s. Seite 3), die ihr Land in Scharen und oft unter dramatischen Umständen verlassen. ROG ist es gelungen, mehrere unter ihnen bereits in Sicherheit zu bringen, vor allem nach Frankreich, wo ihnen humanitäre Visen gewährt werden. Wir haben dieselbe Geste auch bei den Schweizer Behörden beantragt und fahren fort, über die gnadenlose Repression gegen Medienschaffende im Iran zu informieren.

Anderswo ist die Lage kaum erfreulicher: Russland versucht sich nun auch mit der Internetzensur, in Tunesien werden kritische Stimmen verbannt, in den Philippinen Journalisten niedergemetzelt und in Konfliktgebieten rund um die Welt werden sie gekidnappt, bedroht oder ermordet.

Ich möchte all jenen danken, die ROG unterstützen indem sie uns ein wenig Zeit oder gute Ideen schenken oder einfach ihren Jahresbeitrag entrichten. Die Herausforderungen zur Verteidigung der Informationsfreiheit sind weiterhin gewaltig. Dank Ihrer Treue können wir uns ihnen stellen.

Thérèse Obrecht Hodler
Präsidentin ROG Schweiz



Anna Politkovskaïa (DR)

Cet événement a eu lieu grâce à l'invitation du groupe des Verts, présidé par Rebecca Harms et Daniel Cohn-Bendit. Les réalisateurs suisses Eric Bergkraut et Thérèse Obrecht Hodler, entourés par le fils d'Anna, Ilya Politkovski, l'avocate de la famille, Karinna Moskalenko, et par le rédacteur en chef adjoint de *Novaïa Gazeta*, Sergueï Sokolov, ont rencontré des

députés européens et participé à un débat sur les droits humains et la liberté de l'information en Russie. Quid du second procès sur l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, ordonné après l'acquittement des inculpés (faute de preuves) à l'issue d'un premier procès bâclé? De l'avis des proches, les pistes sont suffisamment brouillées et la volonté politique suffisamment

(Suite à la page 2)

message promotionnel

Plus de 100 destinations
au départ de Genève



AA
Aéroport International de Genève

Gva.ch

Une année très spéciale

C'est ainsi que Jean-François Julliard, secrétaire général de RSF International, définit l'année qui s'achève. Car après le départ de Robert Ménard, nombreux furent ceux qui pensaient que notre association s'étiolerait gentiment. Or la nouvelle équipe s'est montrée à la hauteur, entamant sous l'impulsion de «notre» président Gérald Sapey une profonde réorganisation administrative au Secrétariat international.

Désormais, un comité juridique permettra de mieux défendre les journalistes en difficulté. Le programme d'assistance de RSF a été hissé à un niveau jamais atteint avec des bourses attribuées à plus de 200 journalistes menacés. Une étude portant sur les stratégies futures, notamment en matière de visibilité et de récolte de fonds, nous guidera durant les années à venir. Un poste clé a été créé, celui de directeur international du mécénat, chargé des partenariats avec les entreprises et des relations avec nos donateurs.

A côté de cela, RSF n'a pas oublié le cœur de son action, à savoir les campagnes, menées par exemple en Italie ou, plus récemment, en faveur des journalistes iraniens (voir page 3) qui fuient leur pays en masse, dans des conditions souvent dramatiques. Nous avons d'ores et déjà réussi à exfiltrer un certain nombre d'entre eux vers la France qui leur accorde des visas humanitaires, un geste que nous demandons par ailleurs aux autorités suisses. Et nous continuons à sensibiliser l'opinion sur la répression impitoyable qui vise les professionnels des médias iraniens.

Ailleurs ce n'est pas la joie non plus: la Russie se met à censurer Internet, la Tunisie sévit contre les voix critiques, aux Philippines on massacre des journalistes et dans les zones de conflit on enlève, on menace ou on assassine nos collègues.

Il me reste à remercier tous ceux et toutes celles qui soutiennent RSF en offrant leur temps et leurs idées, ou simplement en s'acquittant de leur cotisation. Les défis à relever en matière de liberté de l'information restent énormes et votre fidélité nous permettra d'y faire face.

*Thérèse Obrecht Hodler
Présidente de RSF Suisse*

rsf-ch.ch

Anna Politkovskaïa au Parlement européen

• (Suite de la page 1)

absente pour que la vérité puisse encore être faite dans cette affaire. Si **Sergueï Sokolov** a évoqué les harcèlements et dangers qui guettent ses collaborateurs en Russie, l'avocate Karinna Moskalenko a plaidé, elle, pour que la Russie ne soit pas exclue des enceintes européennes, afin de maintenir le dialogue indispensable pour soutenir tous ceux qui y luttent pour un Etat de droit.

Une «Maison Sakharov» à Bruxelles

RSF de son côté estime que le voyage en Russie et dans le Nord du Caucase, agendé au printemps 2010 par un groupe de députés européens, doit devenir l'occasion d'évoquer haut et fort et sur place toutes les entraves à la liberté de la presse dans la région. RSF propose aussi, dans la foulée du Prix Sakharov, décerné en décembre à l'association russe Memorial, de créer une «Maison Sakharov» à Bruxelles qui accueillerait temporairement des opposants et dissidents russes. Idéalement, un centre réunissant des ONG (y compris RSF) devrait aussi voir le jour à Moscou, afin de donner plus de poids à l'action des défenseurs des droits humains en Russie.

Les nouvelles menaces de Silvio Berlusconi

C'était à Olbia en Sardaigne, fin novembre: le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi menace d'«étrangler» les auteurs de films et de livres sur Cosa Nostra qui donneraient une piètre image de l'Italie à travers le monde. **Lirio Abbate**, journaliste italien spécialiste de la mafia et de la criminalité organisée, a couvert les enquêtes et les procès les plus importants contre les représentants de la mafia sicilienne, de la camorra napolitaine et la N'drangheta calabraise. Il fait régulièrement l'objet de menaces, a failli être victime d'un attentat en septembre 2007 et vit, en dehors de la Sicile, toujours sous protection policière. Tout comme une dizaine d'autres journalistes italiens ayant enquêté sur la mafia.

RSF a pris récemment contact avec Lirio Abbate, qui lui a notamment précisé que «les dangers encourus par ces professionnels de l'information qui enquêtent sur la mafia se sont multipliés. Or les déclarations de Silvio Berlusconi les transforment en des cibles potentielles encore plus exposées». Selon lui, «le travail ou la vie d'un journaliste et d'un essayiste ne devraient pas être mis en péril, surtout dans un pays occidental démocratique».

Le dissident Liu Xiaobo risque jusqu'à 15 ans de prison

C'est l'un des plus célèbres dissidents chinois: **Liu Xiaobo** a participé à l'élaboration de la Charte 08, un texte qui demande des réformes démocratiques en Chine. Lauréat du prix RSF-Fondation de France 2004, cet ancien professeur de philosophie a publié de nombreux articles sur Internet dont le but était de faire des médias chinois un contre-pouvoir à l'omnipotence du Parti communiste chinois. Il a été jeté en prison en décembre 2008 et son dossier vient d'être transmis au procureur de Pékin. Accusé de «subversion du pouvoir de l'Etat», il risque jusqu'à 15 ans de prison.

«En amenant Liu Xiaobo devant les tribunaux, souligne RSF, les forces de sécurité tentent d'intimider les intellectuels chinois et les nombreux signataires de la Charte». Et d'ajouter que «les pressions nationales et internationales pour obtenir sa libération doivent continuer». La Chine a sèchement rejeté les demandes de libération formulées par l'Union européenne et les Etats-Unis. Vidéos sur la Charte 08 sur www.2008xianzhang.info

Nouvelle impulsion à la recherche de fonds

Les nouvelles sources de financement pour assurer la pérennité de notre organisation ont été au centre des débats du Conseil International de RSF, réuni à Paris en octobre dernier. Un effort soutenu par CCS (Community Counselling Service), une société basée à New York et Londres, spécialisée dans le fundraising pour ONG.

Avant d'élaborer une stratégie, il faut répondre à des questions fondamentales: où voulons-nous voir RSF dans cinq ans? Comment dépenser l'argent collecté? Comment adapter les structures de l'organisation pour passer à une vitesse supérieure? Comment définir RSF en une phrase? Notre *mission statement* accepté par toutes les sections est désormais:

Promouvoir et défendre la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde.

Il s'agit ensuite de définir le profil des donateurs (individus, leaders d'opinion, entreprises). Dans un premier temps, CCS et RSF ont interrogé des personnalités choisies par les diverses sections dans leurs pays respectifs pour mieux cerner l'image de RSF et de sa mission dans l'opinion publique. Autre débat, le risque politique. Comme l'a montré la campagne des JO de Pékin, en 2008, le soutien de RSF peut avoir une influence néfaste sur les affaires d'une multinationale. Il convient donc d'imaginer des stratégies contournant le risque politique. L'important est d'impliquer les gens dans notre cause et de pratiquer une transparence absolue. Il faut savoir aussi que les meilleurs donateurs ne sont pas forcément riches mais enga-

gés, et que les meilleures campagnes sont faites par des bénévoles (encadrés par des professionnels). Autre vérité: on ne donne pas à une cause désespérée, d'où le besoin d'être efficaces pour être soutenus.

À ce titre, la gestion de la base de données est fondamentale dans les sections et entre elles et le secrétariat international. RSF pourrait aussi créer une fondation pour la récolte de fonds (avantages fiscaux) ou une «entreprise RSF» chargée du marketing, approcher les agences de voyages pour faire bénéficier RSF de points de voyage, coopérer avec les distributeurs des albums et les kiosquiers qui reverse- raient une part des revenus à RSF, multiplier les produits dérivés (albums, sacs photo, clés USB) et mettre en relief les dons en ligne.

Un pôle juridique renforcé

RSF doit également renforcer son pôle juridique pour faire autorité dans le domaine et pour vendre son expertise, par exemple en matière de lutte contre la censure sur Internet (voir GOFA, «Global Online Freedom Act», né de l'affaire yahoo!), ou pour anticiper les atteintes à la liberté de l'information, les prises d'otages ou les réactions aux conflits.

Une organisation militante

Et enfin: comment doit évoluer notre mode d'action? Plutôt sous forme de coups de poing ou de dialogue avec les prédateurs de l'information? Il a été déclaré que RSF doit fonctionner telle une boîte à outils, à savoir rester une organisation militante, mobiliser l'opinion publique mondiale, accrocher un jeune public.

TOH

RSF vient en aide aux journalistes iraniens exilés

Le nombre de journalistes iraniens harcelés, arrêtés, emprisonnés pour avoir exprimé leur mécontentement à la suite de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinedjad à la présidence, le 12 juin 2009, ne cesse d'augmenter. De plus en plus nombreux, ils choisissent de quitter leur pays dans l'urgence. Et gagnent l'Irak, la Turquie et même l'Afghanistan dans l'espoir de trouver un pays d'accueil en Europe ou en Amérique. Inutile d'ajouter qu'ils vivent dans un total dénuement.

RSF lance un appel aux dons auquel s'associent toutes les sections de l'organisation pour apporter un soutien financier aux journalistes et blogueurs iraniens en fuite, hommes et femmes, qui ont bravé la répression pour informer l'opinion publique sur les événements dramatiques qui se succèdent dans leur pays.

Ces dons vont permettre la prise en charge par RSF des frais de transport (billets d'avion), des frais de nourriture, de logement et de santé.

Pour en savoir plus et lire notamment quelques témoignages pris sur le vif, consulter le dossier complet sur www.rsf.org qui suit l'actualité iranienne au jour le jour. RSF Suisse récolte également les dons sur www.rsf-ch.ch



Pour les autorités iraniennes, les photographes sont des espions. La police est venue chez moi. J'ai eu de la chance, j'étais en reportage. Le jour même, j'ai dû fuir. Je suis parti avec un petit sac et mon appareil photo. J'ai franchi la frontière à pied, de nuit.

E.M., photographe iranien, réfugié en France

Prix RSF-Fnac 2009

Amira Hass, journaliste israélienne au quotidien Ha'aretz, a été reconnue pour la qualité de son travail, plus particulièrement pour sa couverture de l'opération militaire israélienne «Plomb durci» dans la bande de Gaza du 27 décembre au 18 janvier. «Faire preuve d'indépendance en Israël n'est pas chose difficile», a-t-elle déclaré en soulignant qu'elle bénéficiait du soutien de son journal. «Le lectorat israélien a en revanche plus de mal à accepter une version des faits différente de celle des autorités». Et de déplorer que ses articles ne soient pas parvenus à interpellier les consciences.

Le trimestriel tchéchène *Dosh* est un magazine indépendant, fondé en 2003, qui traite de l'actualité politique et sociale en Tchétchénie et dans le Caucase russe. Ses deux rédacteurs en chef ont tenu à rendre hommage à trois personnalités qui ont payé de leur vie leur courage d'informer dans une zone de conflit: **Magomed Evloïev, Natalia Estemirova et Anna Politovskaïa.**

La Fnac est pour la première fois partenaire du prix de la liberté de la presse, lancé par RSF en 1992.

Au cours de la cérémonie de remise de ces deux prix, le 3 décembre, un hommage a été rendu à **Christian Poveda**, photographe et réalisateur français assassiné au Salvador le 2 septembre 2009.

Défis

La censure et la répression se durcissent au Vietnam

Le Vietnam est-il en train d'emboîter le pas à la Chine en matière de censure sur Internet? Si Hanoi s'était jusque-là contenté de contrôler l'information, le blocage récent de Facebook sur le territoire vietnamien a en effet de quoi inquiéter. Tout serait parti d'une manifestation contre l'installation d'une mine de bauxite dans les hauts plateaux du centre du pays organisée via Facebook. Suite à ces événements et au battage médiatique qu'ils ont engendré, une circulaire est apparue dans les boîtes à lettres des fournisseurs d'accès à Internet à travers le Vietnam, leur demandant de limiter, voire d'interdire l'accès à Facebook. La circulaire s'appuie notamment sur une directive récemment promulguée et dont l'article 7 interdit la diffusion d'informations «non conformes aux intérêts de la Nation et du peuple». Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement nie toute velléité de bloquer Facebook.

Vingt millions d'internautes

Les utilisateurs de Facebook sont plus d'un million dans le pays, dont une majorité se sert d'une version en vietnamien. Sur plus de 86 millions d'habitants, le pays compte aujourd'hui près de 20 millions d'internautes. En quelques années, Internet est devenu omniprésent dans le quotidien des Vietnamiens, alors même que les autres médias demeurent soumis à un contrôle très strict. L'absence de censure et de surveillance étatique organisée – contrairement à la Chine et son «Great Firewall» - a permis cet essor. Et, malgré les blocages ponctuels de certains sites activistes relatifs aux droits humains, on aurait pu croire jusqu'à récemment que le pays était en train de faire un pas concret vers une liberté d'expression accrue.

Restent les faits: depuis quelques mois, plusieurs blogueurs qui s'étaient montrés très critiques vis-à-vis de la Chine ont été arrêtés. Et, en octobre dernier, neuf activistes prônant la démocratie ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à six ans. Une série qui vient allonger la liste des prisonniers d'opinion internés dans les «camps de rééducation» vietnamiens.

RS

Win Tin, un journaliste en Birmanie

En automne dernier, les Editions Michel Lafon, avec le soutien de RSF International, ont publié un livre indispensable pour comprendre ce que signifie être journaliste en Birmanie. Win Tin (Prix RSF 2006) en est l'auteur, avec la collaboration de Sophie Malibeaux, spécialiste de l'Asie et grand reporter pour Radio France International.

Intellectuel birman né en 1929, Win Tin a pratiqué le métier de journaliste malgré la censure imposée par la dictature au pouvoir depuis 1962. Au début de sa carrière, il ne s'intéresse guère à la politique. Passionné d'art, il écrit essentiellement sur le théâtre, la danse, la peinture ou la musique. Mais en 1988, lorsque les militaires répriment dans le sang la révolte populaire qui causera des milliers de morts, Win Tin s'engage aux côtés des démocrates. Dès lors, il se consacrera entièrement aux problèmes politiques de son pays.

La même année, Aung San Suu Kyi, fille du héros national Aung San, rentre au pays, au terme d'une longue période vécue à l'étranger après ses études et son mariage avec un Britannique. Sa mère est mourante, elle veut simplement rester auprès d'elle. Mais, dans la période de quasi-révolution où se trouve le pays, elle est accueillie en héroïne. En 1989, elle crée la Ligue nationale pour la démocratie et Win Tin, le journaliste, devient son assistant et son idéologue. Quelques mois plus tard, Aung San Suu Kyi est arrêtée et mise en résidence surveillée; Win Tin, quant à lui, est condamné à une très longue peine d'emprisonnement.

Situations insupportables

Ce livre évoque avec simplicité le parcours d'un homme exceptionnel: les souffrances endurées, les tortures, la vie carcérale; il nous rappelle que de trop nombreux journalistes sont un jour confrontés à des situations insupportables qui les obligent à trouver au plus profond d'eux-mêmes courage, convictions et abnégation.

Passionné par la Birmanie depuis 35 ans, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux journalistes birmans. Tous m'ont parlé de Win Tin, «un être exceptionnel, un symbole, un exemple pour nous tous». «Lorsque j'étais moi-même en prison, me disait Moe Aye, journaliste à la DVB (*Democratic Voice of Burma*), une radio-télévision clandestine, je ne cessais de penser à lui. Il était mon maître. Parfois je l'entendais parler de sa cellule... Il nous incitait à pratiquer le métier une fois libérés. Le journalisme, c'est lui qui me l'a appris».

Une chemise bleue

Depuis sa libération, Win Tin vit tout près de la tristement célèbre prison d'Insein: «Au moins, s'ils m'arrêtent à nouveau, je ne serai pas loin!». Il porte en permanence une chemise bleue qui lui rappelle sa tenue carcérale. Il a néanmoins rajouté à sa boutonnière le badge rouge de la Ligue nationale pour la démocratie et prend acte, sans trop y croire, de la nouvelle politique d'ouverture prônée par le président Obama.

Win Tin, une vie de dissident, un livre à ne pas manquer.

Claude Schauli
Secrétaire général
RSF Suisse

Kritische Stimmen

Tunesien: kein Spielraum für freie Information

Tunesien ist seit 23 Jahren in der festen Hand des Präsidenten Zine el-Abidine Ben Ali. Die Opposition hat es schwer. Journalisten wie Fahem Boukadous sorgen mit grossem Einsatz dafür, dass auch kritische Stimmen gehört werden.

Die Region Gafsa, zirka 350 km nördlich von Tunis, ist vom Phosphatabbau geprägt. Die Minen sind der grösste Arbeitgeber in einem Gebiet, in dem die Arbeitslosenquote doppelt so hoch ist wie durchschnittlich im Rest des Landes. Anfang 2008 kam es zu Unruhen. Personen, die der Regierung nahe standen, wurden bei Rekrutierungsverfahren für Jobs bevorzugt. Hunderte Leute gingen auf die Strasse und protestierten, worauf der Ausnahmezustand verhängt und das Gebiet gesperrt wurde. Im Juni 2008 schoss die Polizei mit scharfer Munition, um eine Versammlung aufzulösen.

Leben im Untergrund

Die Aufnahmen dieser Ereignisse, die von vielen ausländischen Fernsehsendern gezeigt wurden, stammten zum grossen Teil von **Fahem Boukadous**. Er ist Journalist beim Satellitensender *Al-Hiwar Ettounsi*. Nach einer Reportage vom 5. Juli 2008 wurde er wegen „Bildung einer kriminellen Vereinigung zum Zwecke der Schädigung von Personen und ihres Besitzes“ angeklagt. Daraufhin tauchte er unter und wurde - in Abwesenheit - zu sechs Jahren Haft verurteilt. Ein Verdikt, das später durch ein weiteres Gericht bestätigt wurde. Boukadous ist erst letzten November, nach über 16 Monaten, wieder aus dem Untergrund aufgetaucht. In einem Interview, das er ROG noch in seinem Versteck gab, meinte er, das Urteil habe ihn eigentlich nicht erstaunt: „Die Leute haben zu dem Zeitpunkt Arbeit, Brot



Ben Ali omniprésent

und Würde gefordert, als das Regime das Wunder der sozialen und ökonomischen Entwicklung Tunesiens pries“, so Boukadous. Das Leben im Untergrund setzte ihm zu: „Du darfst weder deine Familie noch deine Frau sehen und nie rausgehen. Arbeiten konnte ich auch nicht.“ Boukadous leidet ausserdem an chronischem Asthma.

Er wartet nun in vorläufiger Freiheit auf das Urteil des nächsten Gerichts. Zum Redaktionsschluss war noch nicht bekannt, ob er tatsächlich sechs Jahre ins Gefängnis muss. Dies wäre die höchste je in Tunesien ausgesprochene Strafe für einen Journalisten.

Unterdrückung der unabhängigen Medien

Ein Untersuchungsbericht von ROG zeigt die generell prekäre Situation, in der sich die unabhängigen Medien in Tunesien befinden. Oppositionsmedien erreichen meist nur ein eingeschränktes Publikum. *Al-Hiwar*, der Sender für den Boukadous arbeitet, kann jeweils nur während ein paar Stunden pro Tag über Satellit senden, weil er keine Lizenz zum terrestrischen Senden erhält. Journalisten von unabhängigen Medien erhalten keine Akkreditierung für staatliche Veranstaltungen und werden regelmässig verhaftet. Zeitungen finden keine Vertreter, weil Druck auf diese gemacht wird, und zahlreiche kritische Webseiten sind im Land nicht zugänglich.

Ein junger tunesischer Journalist fasst die Situation folgendermassen zusammen: „Für die offizielle Presse zu arbeiten ist die Hölle, weil sie absolut keinen Spielraum lässt. Aber es ist auch die Hölle, für die Oppositionspresse zu arbeiten, wegen dem Druck, der dann auf einem gemacht wird.“

SV

Rapport de mission Tunisie:
«Le courage d'informer» www.rsf.org

Tunisie: la prison et l'éloignement pour Ben Brik et Makhlouf

Après la réélection du président tunisien pour un 5^{ème} mandat, la répression contre les journalistes ne cesse de prendre de l'ampleur en Tunisie, avec des peines d'emprisonnement, rendues plus douloureuses encore en raison du transfert dans un établissement pénitentiaire éloigné du domicile, rendant quasiment impossible les visites des familles.

Ainsi en est-il advenu de **Taoufik Ben Brik** condamné à six mois de prison ferme pour «agression» et transféré dans une prison à 130 km de Tunis. De même, le journaliste en ligne et militant des droits de l'homme **Zouhaïer Makhlouf** a écopé d'une condamnation à trois mois de prison pour «nuisance» à travers le réseau de télécommunication et a été transféré à 160 km de Tunis pour purger sa peine.

Somalie meurtrie

Trois journalistes tués, cinq autres blessés, trois ministres du gouvernement de transition abattus, de même que neuf étudiants. C'est le triste bilan d'un attentat suicide perpétré par un kamikaze déguisé en femme dans un hôtel de Mogadiscio, le 3 décembre au cours d'une cérémonie de remise de diplômes universitaires. La Somalie était le pays le plus meurtrier pour les journalistes avec huit victimes en 2009, avant d'être brutalement supplantée par le massacre perpétré aux Philippines, dans la province de Maguindao, qui a fait 57 victimes, dont 30 journalistes.

Journalistes libérés

Amanda Lindhout, journaliste canadienne et **Nigel Brennan**, photographe australien avaient été enlevés près de Mogadiscio, alors qu'ils enquêtaient dans un camp de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ils ont été libérés le 25 novembre au terme de 25 mois de captivité.

Amanda Lindhout a livré quelques informations sur l'enfer qu'elle a vécu à la radio canadienne CTV News Channel.

Seule, enfermée dans une pièce sans fenêtre, privée même de quoi écrire, mal nourrie, battue et torturée, avec pour seule «distraction» la possibilité de se rendre aux toilettes cinq fois par jour. Et tous les deux mois, un contact téléphonique surveillé avec sa mère.

Elle est elle-même étonnée d'avoir tenu le coup. Pour «oublier» sa captivité, elle dessinait mentalement de beaux paysages de son pays.

AML

Assistance

Liberté de la presse : les pays les plus hostiles et les autres

Des centaines de journalistes et d'experts en médias répartis dans le monde entier répondent chaque année à un questionnaire de RSF destiné à classer les pays en fonction du respect qu'ils accordent à la liberté de la presse. L'édition 2009 de ce classement montre que l'Iran a rejoint le «trio infernal» des pays les plus répressifs dans ce domaine, le Turkménistan, la Corée du Nord et l'Erythrée.

Israël, dont les médias font traditionnellement plutôt preuve d'ouverture, recule à cause de l'opération «Plomb durci», quand l'armée israélienne a interdit aux médias l'accès de Gaza.

En Europe, trois pays à tradition démocratique continuent leur descente dans le classement, la France, l'Italie et la Slovaquie, en raison de réglementations restrictives.

Les Etats-Unis remontent dans le classement depuis l'accession d'Obama à la présidence. La Suisse se classe en 7ème position parmi les 13 pays les plus respectueux de la liberté d'informer.

Documentation détaillée sur www.rsf.org

Livre noir

Que s'est-il passé à Gaza?

RSF et la maison d'édition La Découverte ont publié un «Livre noir» consacré à l'offensive militaire israélienne «Plomb durci» qui s'est déroulée du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 et qui a donné lieu à des abus tant du côté de Tsahal que de celui du Hamas. L'occasion de permettre une meilleure compréhension de la réalité vécue par les habitants de Gaza pendant ces semaines terrifiantes. Des informations précieuses ont été rendues publiques par des organisations internationales, israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme, complétées par des enquêtes des Nations unies et des médias.

RSF

IMPRESSUM

RSF-News est le bulletin d'information de la section suisse de Reporters sans frontières. Il paraît quatre fois par an. **Responsable:** Anne-Marie Ley.

Ont participé à ce numéro: Christiane Dubois, Riccardo Fanciola, George Gordon-Lennox, Georg Hildebrand, Thérèse Obrecht Hodler, Rohan Sant, Gérald Sapey, Claude Schauli et Sylvia Valentin.

Conception graphique: Dune Graphic. **Impression:** United Print.

Reporters sans frontières, section suisse, Passage de la Radio 2, CP 46, 1211 Genève 8. tél. 022 328 44 88; fax. 022 328 44 89; courriel: rsf-ch@bluewin.ch; www.rsf-ch.ch; CCP 10-5036-7

Georg A. Hildebrand Koordination deutsche Schweiz
Tel. 044 980 52 51 • Mobile 079 438 52 52 • hildebrand@rsf.ch

Médias en zones de conflit : le défi de l'UER

Le modèle européen – et bien entendu aussi suisse – de médias de service public peut-il s'exporter à des pays en proie à des conflits ou qui en émergent péniblement ? C'est le défi que tentent de relever depuis quelques années déjà les membres de l'Union européenne de Radio-Télévision (UER) basée à Genève.

Malgré la concurrence entre leurs équipes de journalistes sur le terrain, les radio-télévisions de plusieurs pays (la *BBC*, *France Télévisions*, la *Deutsche Welle*, la *RAI*, *SSR-SRG Idée Suisse* entre autres) travaillent ensemble au sein de l'UER pour soutenir de nombreux projets dans des pays comme l'Afghanistan, la Palestine, le Kosovo et bien d'autres en Afrique et en Asie.

Pour évaluer ces projets d'assistance, l'UER a organisé à Genève un séminaire d'une journée, fin novembre 2009. Cette activité de promotion du développement des médias en vue de consolider la paix dans les zones de conflit est peu connue. Or ces projets fournissent consultants et équipements et organisent des formations de journalistes et techniciens, y compris dans le domaine de la liberté d'expression et de la sécurité. Ils font appel à une importante coopération avec l'ONU, l'Union européenne, l'UNESCO et des ONG spécialisées comme la Fondation Hirondelle et l'International News Safety Institute (INSI).

Nouvelle flambée de violence

Malheureusement, cet engagement de personnel et de ressources matérielles et budgétaires est souvent aléatoire quand la paix n'est pas encore définitivement rétablie ou, pire, quand la guerre continue de faire rage. L'aide des membres de l'UER peut être réduite à néant lorsque, suite à des changements politiques ou une nouvelle flambée de violence, les autorités des pays bénéficiaires exercent une mainmise sur le média partenaire au détriment de son indépendance.

Trois exemples ont été examinés en détail par les participants au séminaire : un nouvel embrasement avec destruction des équipements de radio-télévision en Palestine ; un gouvernement «mal élu» en Afghanistan, peu enclin à doter le pays en guerre d'un service public pluraliste ; un nouveau gouvernement kosovar qui réduit radicalement les moyens du service public au profit du modèle «américain» de médias en mains privées.

L'exemple du média de service public *RTK*, mis sur pied avec l'aide internationale au Kosovo, en est l'illustration. La Cour constitutionnelle juge que la perception d'une redevance auprès de la population est anticonstitutionnelle. En même temps, le Parlement limite aux heures creuses la diffusion de spots publicitaires à la télévision. Du coup, *RTK* est privée de la majeure partie de ses revenus et lutte pour survivre face à de puissants entrepreneurs privés et commerciaux. La délégation de *RTK*, présente au séminaire, espérait que ces mesures soient abrogées et appelait l'UER au secours. Pour RSF Suisse, qui a de bonnes raisons de porter un intérêt particulier à la liberté de la presse et des médias dans ce pays, c'est une affaire à suivre.

GG-L

Bilancio

Un anno di chiari e scuri



al Festival del film di Locarno, in collaborazione con gli amici di Amnesty International.

Dell'esito di questi due appuntamenti non possiamo non essere contenti. Grazie in particolare alla presenza di un personaggio straordinario come Avraham Burg, VeriDiritti ha richiamato un pubblico numeroso e ha avuto un'eco notevole sui media, almeno su quelli ticinesi.

Anche a Locarno, abbiamo potuto contare sulla presenza di un personaggio di primissimo piano: Bahman Ghobadi, il regista iraniano che a Cannes aveva presentato una delle opere che più aveva suscitato interesse, "No one knows about the Persian Cats", film sulla scena musicale underground di Teheran. E anche a Locarno la risposta del pubblico è stata più che soddisfacente, così come quella dei media (in particolare radio e televisione, ma anche *Giornale del Popolo* e *Le Temps*).

Questi i lati positivi. Malauguratamente non ci sono solo quelli.

VeriDiritti si trova sempre ancora nel bel mezzo di una terra di nessuno e il suo futuro resta quanto mai incerto. Il festival per contro sta vivendo un avvicendamento ai vertici le cui conseguenze andranno verificate con la prossima edizione: con Frédéric Maire, in questi anni, la collaborazione è stata ottima; lo sarà altrettanto con il suo successore?

Une ribalta importante

In questi anni, abbiamo sempre considerato il festival di Locarno una ribalta importante, anche se la nostra presenza allo stand delle ONG della Rotonda non è mai stata più che simbolica; a differenza di Amnesty e di Médecins sans frontières, non siamo in grado di garantire quella presenza allo stand che permetterebbe di propagandare in modo più efficace la nostra attività.

È chiaro che per un piccolo gruppo come il nostro - e per di più composto in larghissima misura di giornalisti - riuscire a trovare dei volontari è molto difficile. Ognuno di noi ha mille impegni e - visto che noi di RSF siamo quasi tutti giornalisti - un lavoro che chiede molto. Ma per qualsiasi associazione prescindere dal sostegno dei propri membri non è possibile. E non lo è nemmeno per il Gruppo RSF della Svizzera italiana.

Per questo, tra i buoni propositi per il 2010, vi è quello di riuscire a coinvolgere maggiormente i nostri aderenti.

Sperando di riuscirci, ovviamente.

Riccardo Fanciola
Vicepresidente di RSF Suisse

Ausbau des Netzwerkes in der Deutschschweiz

ROG Schweiz war im Herbst eines der zwölf Gründungsmitglieder des «Netzwerkes NGO Medien», eine informelle Plattform zum regelmässigen Erfahrungsaustausch. Erste gemeinsame Pressemitteilungen sind das erfreuliche Resultat. Zusammen mit Amnesty International und der Gesellschaft für bedrohte Völker verlangte ROG, dass anlässlich des Staatsbesuches des russischen Präsidenten Medwedew in der Schweiz die Menschenrechtsverletzungen in Russland thematisiert werden. Zusammen mit Greenpeace verurteilte ROG die willkürliche Festnahme und Ausweisung von zwei ausländischen Journalisten in Indonesien.

Am Institut für Medienwissenschaft der Uni Basel (Prof. Neumann-Braun) fand ein Workshop unter der Leitung des Creative Director von Leo Burnett Chicago, **Michael Conrad**, statt. ROG konnte bei diesem Anlass seine Zielsetzungen definieren, nämlich in erster Linie die Erhöhung des Bekanntheitsgrades der Organisation sowie die Mitgliederwerbung in der Deutschen Schweiz. Vier Arbeitsgruppen (je 6 – 7 Studenten des i/f/m) stellten sich der Herausforderung, diese Ziele strategisch wirkungsvoll umzusetzen. Die vier Wochen später vorgetragenen Lösungsansätze werden nun zusammen mit Michael Conrad zur Realisierung geführt. Wir werden die vier Gruppenarbeiten in unserer nächsten Ausgabe vorstellen.

The Queen and I

Anlässlich von zwei Vorpremierungen des Kinofilmes «The Queen & I» der Exiliranerin Nahid Persson Sarvestani in Zürich und Basel verschaffte sich ROG die Möglichkeit, auf den Spendenaufruf im Rahmen der Aktion „Exodus iranischer Journalisten“ aufmerksam zu machen. Die Spenden sollen erlauben, mehrere Dutzend in die Türkei und nach Irak geflüchtete Journalisten in westliche Länder zu bringen, die ihnen humanitäre Visen gewähren. Auch die Schweizer Behörden wurden von uns in dieser Sache angegangen. Dank der guten Zusammenarbeit mit der Verleiherin Sara Leu, www.docufactory.ch, wird ROG auch an weiteren Präsentationen dieses Filmes teilnehmen können.

Auch dieses Jahr, war ROG beim Schweizer Medienball im Grand Hotel Dolder in Zürich durch Gérald Sapey, Mitglied des Ehrenkomitees, und unsere Präsidentin Thérèse Obrecht Hodler vertreten. Ein Teil des Erlöses der Tombola wird grosszügigerweise auch diesmal ROG zukommen.

Georg Hildebrand
Koordination Deutsche Schweiz

Vie de la section

Encore un petit effort pour RSF Suisse en 2010!

Une organisation, quelle qu'elle soit, n'est vivante et dynamique que grâce à ses membres. Une vérité évidente pour RSF Suisse. Et une vérité tout aussi évidente pour le Comité de RSF qui s'est réuni, pratiquement au complet, le 27 novembre.

Notre section compte plus de 450 membres. Toutes des personnalités qui partagent au moins deux convictions :

- **La liberté d'expression est un bien qu'il faut défendre avec acharnement, plus que jamais et même en Suisse.**
- **Nous devons rester solidaires de tous ces journalistes et blogueurs dans le monde qui défient les pouvoirs en place pour livrer leurs informations en risquant leur liberté sinon leur vie.**

Nul besoin de se résigner, voire de culpabiliser chacun dans son coin, en invoquant la sempiternelle surcharge de travail. Il y a toujours des moments de loisir dans une journée.

Et pourquoi ne pas consacrer quelques instants pour réfléchir à ce que chacune et chacun pourrait faire individuellement pour contribuer à la vitalité de RSF Suisse?

Verser une cotisation, c'est appréciable et apprécié, parce que l'argent est indispensable à toute organisation pour assurer sa survie.

Mais il faudrait quelque chose en plus. L'imagination est une denrée bien partagée. Il existe parmi nos centaines de membres bon nombre de personnes susceptibles d'avoir des idées. Facile pour elles d'envoyer quelques mots à :

rsf-ch@bluewin.ch.

Passer un coup de fil, c'est aussi une possibilité pour les réfractaires à l'informatique. Le 022 328 44 88 répond aux heures de bureau. Ecrire une lettre à l'adresse RSF Suisse, c.p. 46, 1211 Genève 8, c'est une méthode valable 24 heures sur 24.

En attendant vos idées, le Comité de RSF Suisse se livre lui aussi à un remue-méninges pour donner plus de visibilité à l'organisation.

AML

Une fondation aide les médias dans les pays musulmans

Des initiatives citoyennes d'un vaste espace musulman qui s'étend du Maghreb à l'Afghanistan en passant par le Proche-Orient et les pays du Golfe peuvent bénéficier de l'expertise technique et d'un soutien financier de la **Fondation pour l'Avenir**, mieux connue sous son appellation anglaise «Foundation for the Future». Cette fondation, opérationnelle depuis deux ans, affiche des objectifs ambitieux. Elle met l'accent sur le développement des droits humains, de la démocratie, de la «bonne gouvernance», de la formation civique et de la promotion des femmes. Les médias ont un rôle de sensibilisation important de par l'influence qu'ils exercent.

Au nombre des projets du secteur des

médias figurent une radio locale palestinienne qui se propose de réaliser 25% de ses émissions en hébreu, un séminaire de formation au journalisme d'investigation en Jordanie, une opération de sensibilisation aux droits humains à l'intention des médias libanais, un appui juridique à des journalistes locaux d'Egypte, une formation au journalisme destinée à des femmes yéménites.

Basée à Amman, cette fondation est financée par les gouvernements suivants: Allemagne, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Hongrie, Jordanie, Royaume Uni, Suisse, Turquie, ainsi que par la Commission européenne.

AML

www.foundationforfuture.org

100 photos de GEO pour la liberté de la presse



Ce nouvel album est né de la rencontre de GEO, réputé pour la qualité de ses reportages aux quatre coins de la planète depuis 30 ans, avec RSF International.

Dix photographes, collaborateurs réguliers de GEO, ont cédé leurs droits sur certains de leurs plus beaux clichés. Une occasion pour ceux qui feuilletteront cet album de voyager par la pensée et de s'interroger sur leur vision du monde, leurs valeurs, leur culture et leurs traditions.

A ne pas manquer, à la fin de l'album, le témoignage poignant de quelques journalistes qui ont dû fuir leur pays. Certains ont payé de leur vie leur engagement professionnel.

Diffusé en librairie et dans les kiosques depuis le 3 décembre, cet album coûte 16 francs et le produit de sa vente permet à RSF de développer son champ d'activité. Il peut aussi être commandé en ligne sur le site www.rsf-ch.ch

Deux autres albums parus en 2009, mais plus difficiles sinon impossibles à trouver en magasin, sont également disponibles en ligne.

Zalmaï pour la liberté de la presse, publié par les Editions Favre et produit par RSF Suisse. Zalmaï, de nationalité suisse et afghane, se rend régulièrement en Afghanistan d'où il ramène des photos qui doivent, dit-il, «ouvrir les yeux des gens sur une réalité autrement plus riche que celle de la guerre et montrer la beauté de l'être humain dans cette misère».

100 photos de nature pour la liberté de la presse, préfacé par Nicolas Hulot, sorti de presse en septembre dernier à l'initiative de RSF International, met en évidence les «sentinelles de la nature», ces journalistes qui s'engagent envers et contre tous en faveur de la préservation de l'environnement.

RSF Canada Prix du courage au féminin à Ingrid Bétancourt

Imaginé et décerné pour la première fois, le Prix du courage au féminin a été remis, en septembre dernier, à Ingrid Bétancourt.

A cette occasion et durant plusieurs jours, Ingrid Bétancourt a rencontré à Montréal, Québec et Ottawa diverses personnalités et de très nombreux admirateurs et admiratrices lui exprimant leur estime pour son martyre vécu durant six années dans la jungle colombienne.

Lors de ces rencontres, la lauréate a notamment témoigné des conditions extrêmement dures de sa détention. Mais, plus encore, elle a affirmé sa détermination à engager la Fondation qu'elle a créée pour venir en aide aux otages encore détenus. Elle entend également apporter secours et éducation aux centaines de jeunes victimes d'une paupérisation extrême qui sont ainsi facilement recrutées par les FARC pour venir grossir les rangs des guérilleros.

GS